

BUREAUX
ROUBAIX - 69-71, Grande-Rue, Tél. 327.33, 327.35 et 327.34.
TOURCOING - 22, rue Carnot, Tél. 37.
LILLE - 3, rue Faidherbe, Tél. 539.51.
PARIS - 24, boulevard Poissonnière, Tél. Provençe, 17.34.
MOUSCRON - 106, rue de la Station, Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS:
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Vous n'avez qu'une visite pour présenter vos marchandises. En annonçant dans la presse, vous pouvez en avoir des millions.

Que va devenir la radiodiffusion nationale ?

Il y a des années que la radiodiffusion française attend un statut définitif. Il y a des mois qu'un rapport a été déposé sur le bureau du Sénat par M. Laffont, non seulement pour relever l'extraordinaire gestion du ministre Jardillier, mais pour aboutir à des conclusions qui devraient bien être définitives.

Or, tout reste en suspens. On sait dans quelles conditions a été discuté le budget de 1939. Les chapitres relatifs aux P.T.T. ont été votés en quelques heures. Plusieurs orateurs, en des interventions forcément très brèves, ont posé les problèmes relatifs à la radio. Non moins rapidement, le ministre leur a donné la réplique, annonçant le dépôt d'un projet de loi, sur lequel il n'a fourni aucun détail, et en attendant, c'est la continuation du provisoire, des élections aux conseils de gérance étant, paraît-il, prévues pour juin prochain.

Les choses en sont là. On connaît l'actuelle composition des conseils de gérance. Ils comprennent trente membres, dix élus par les auditeurs, vingt désignés par le ministre. Cette désignation fut faite en 1936. On sait comment. Les électeurs s'étaient livrés à une manifestation impressionnante, massive, on peut dire collective, pour exprimer par leur vote, non seulement des vœux, mais des volontés. Le ministre ne tint compte de cette indication que pour manifester des intentions contraires et créer, à l'intérieur des conseils de gérance, un dosage et un contrepoint susceptibles de neutraliser l'action des auditeurs.

Pierre calcul, et qui se révéla sans portée pratique à l'usage. Car les représentants nommés par le ministre, quelles qu'aient été les précautions prises autour de leur désignation, ne purent manquer de se rendre compte, par les faits quotidiens, des déficiences, des malversations, des abus, de l'arbitraire des bureaux, du sans-gêne de quelques parties prenantes, et aucun conseil de gérance ne prit la responsabilité d'approuver d'aussi fâcheux errements.

Si bien que la situation actuelle ne peut pas durer. Chacun en est profondément convaincu.

Les choses étant telles, il convient d'attacher une très grande importance au Congrès des élus des auditeurs aux divers conseils de gérance, qui s'est tenu récemment à Paris.

Tous ces élus étaient soixante, soit représentés. Ils avaient été unanimes à désirer cette réunion; ils furent unanimes à y participer, exception faite cependant d'un seul conseil, celui de Toulouse, et l'on sait pourquoi.

Cette unanimité, remarquable dans la préparation et la tenue du Congrès, ne fut pas moins dans les conclusions. Ces conclusions avaient été préparées par un travail préliminaire, élaboré séparément par les élus de chaque conseil. Tous ces « cahiers » furent apportés, confrontés, amalgamés. Tâche d'autant plus facile que les mêmes sons de cloche venaient de partout, du Nord et du Midi, de l'Est et de l'Ouest. Ce qui prouve que la question de la radio d'Etat est simple, que les éléments essentiels en sont connus et maintenant bien dégagés, et que, pour la résoudre, il suffit, de la part des pouvoirs publics, d'un simple effort de bonne volonté.

Henri DAVID.

Le duc de Windsor au cap d'Antibes



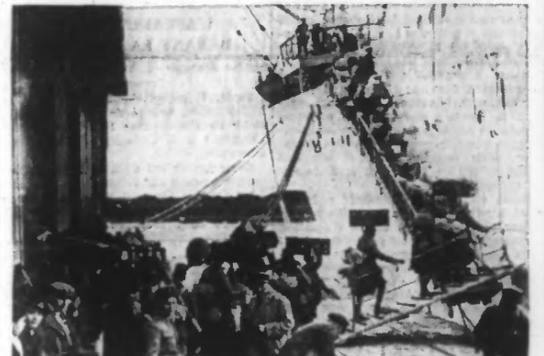
Le duc de Windsor, excellent joueur de golf, prend actuellement part à la compétition de la coupe Mandel, qui a lieu chaque année sur la Riviera.

Rentré en France, M. Daladier a été reçu triomphalement à Orange, sa ville natale D'OU IL A LANCÉ UN NOUVEL APPEL A L'UNION

« JE MAINTIENDRAI », A-T-IL DIT « Je maintiendrai la France et l'empire. Je maintiendrai l'ordre et le travail dans le pays. C'est le meilleur moyen de maintenir la République et de défendre la démocratie. »



M. EDOUARD DALADIER A SON ARRIVÉE A ORANGE



L'EMBARQUEMENT D'UN SECOND BATAILLON DE TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS, VENDREDI, A MARSEILLE.

Toulon, 7 janvier. — Le croiseur « Foch », retardé dans sa marche par le mauvais temps, avait déjà vendredi soir, perdu un heure. Ce retard s'est accentué dans la nuit et, samedi matin, à 7 h. 30, il signalait par T.S.F. que M. Daladier n'arriverait qu'à 10 heures au plus tôt.

Les autorités en vinrent à l'application des mesures prévues en cas de retard important. Le passage à Marseille fut supprimé et c'est par la route que M. Daladier s'est rendu directement à Orange, en passant par Gemenos et Aix-en-Provence.

Dès que le « Foch » signala qu'il approchait de Toulon, M.M. Pomaret, ministre du Travail; le vice-amiral Abrial, commandant en chef l'escadre de la Méditerranée, et de nombreuses personnalités civiles et militaires se rendirent au quai de l'Horloge, à l'Arsenal.

A 10 h. 15, le « Foch » émerge de la brume qui commence à se dissiper. Encore quelques tours d'hélice et le beau croiseur mouilla enfin. De quelques coups de canon, il salua la terre.

A Toulon

Dès que le « Foch » signala qu'il approchait de Toulon, M.M. Pomaret, ministre du Travail; le vice-amiral Abrial, commandant en chef l'escadre de la Méditerranée, et de nombreuses personnalités civiles et militaires se rendirent au quai de l'Horloge, à l'Arsenal.

A 10 h. 15, le « Foch » émerge de la brume qui commence à se dissiper. Encore quelques tours d'hélice et le beau croiseur mouilla enfin. De quelques coups de canon, il salua la terre.

Le duc de Windsor au cap d'Antibes



Le duc de Windsor, excellent joueur de golf, prend actuellement part à la compétition de la coupe Mandel, qui a lieu chaque année sur la Riviera.

BILLET PARISIEN Le piège tendu à M. Chamberlain

PARIS, 7 JANVIER (Minuit).

Les ministres britanniques, en se rendant à Rome mardi prochain, s'arrêteront, on le sait, à Paris, où ils prendront le thé au Quai d'Orsay en compagnie de M.M. Daladier et Georges Bonnet.

Cet entretien prouve à lui seul que M. Chamberlain et Lord Halifax veulent être pleinement renseignés sur les dispositions de la France lorsqu'ils se présenteront devant le Duce. Ils ont conscience de jouer une partie difficile.

Si les desseins de M. Mussolini restent ténébreux, ce qu'on en devine ne laisse pas que de préoccuper tous ceux qui souhaitent une véritable détente en Europe. Il semble se confirmer que, malgré la répugnance des ministres anglais à soulever un tel problème, le chef du gouvernement italien va faire le procès de la France, dont « l'attitude négative », aux dires des milieux fascistes serait un obstacle à une entente internationale.

Après avoir énuméré les griefs qu'il croit avoir contre la France, le Duce en viendrait aux revendications proprement dites. Sur ce point, il court le risque de voir M. Chamberlain le prier de changer de conversation, mais les meilleurs observateurs des choses italiennes estiment que M. Mussolini n'hésitera pas, pour se faire entendre de ses interlocuteurs, à leur faire craindre un conflit armé où l'Allemagne se rangerait aux côtés de l'Italie, pour aider celle-ci à satisfaire ses demandes méditerranéennes.

Afin de rendre cette manœuvre plus efficace, l'Italie a-t-elle d'ores et déjà agi auprès de l'Allemagne ? Le certain, c'est que la presse allemande qui, d'abord, rendait compte avec objectivité des manifestations d'enthousiasme auxquelles le voyage de M. Daladier — donné lieu, a soudain adopté à l'égard de la France l'attitude agressive de la presse italienne.

Il est impossible de ne pas voir dans ce fait une machination bien préparée, il faut en convenir. Si l'on pouvait impressionner jamais un homme aussi averti que M. Chamberlain, on ne pourrait doser avec plus d'habileté la flatterie et la menace.

Pour déarmer les craintes britanniques, l'Italie ne songerait-elle pas à renoncer à celles de ses revendications qui pourraient inquiéter les Anglais sur le sort de leurs communications maritimes, à insister d'autant plus sur les demandes qui ne pourraient léser que les intérêts français ?

Mais trop d'habileté finit par se voir et le proverbe n'a pas tort, qui dit que souvent « tel est pris qui croyait prendre ».

René ROUSSEAU

Paris, 7 janvier. — M. von Rath, ancien adjoint au préfet de Cologne, père du conseiller d'ambassade assassiné par Herschen Grynspan, est venu, samedi matin, au Palais de Justice, où il a été reçu par M. Tesnière, juge d'instruction.

M. von Rath, qui était assisté de M. Maurice Garçon et Mourier, a confirmé devant le magistrat les termes de la plainte qu'il a déposée le 30 novembre dernier contre Grynspan et toutes autres personnes dont l'instruction pourrait établir la complicité.

M. von Rath, père du conseiller assassiné, vient à Paris confirmer les termes de sa plainte

Paris, 7 janvier. — La séance de rentrée du Sénat le 10 janvier, et les séances suivantes, jusqu'à l'installation du bureau définitif, seront présidées par M. Damecour, doyen d'âge.

L'assemblée qui se réunira mardi, différera de celle qui s'est séparée après le vote du budget. En effet, trente-trois sénateurs nouveaux prendront place dans l'hémicycle.

Du point de vue politique, les élections d'octobre dernier vont modifier quelque peu l'équilibre des partis; mais il est impossible de chiffrer, pour le moment, les gains et les pertes qui en résulteront pour les diverses formations, les nouveaux sénateurs n'ayant pas encore, pour la plupart, donné leur adhésion à tel ou tel groupement.

Plusieurs importants débats doivent s'instituer au Luxembourg à la rentrée, notamment un débat de politique extérieure, qui aura comme point de départ une interpellation de M. Bérenger, mandaté à cet effet par la Commission des affaires étrangères. A cette interpellation pourra en être jointe une autre, celle de M. Gautherot, sur les accords d'Alexandrette et sur l'ensemble de la politique française à l'égard de la Turquie.

La politique coloniale sera évoquée par M. Mario Roustan, les questions agricoles par M. Beaumont, la réforme de l'enseignement par M. Léon Edéard, l'état de nos forces aériennes par M. Maréchal, la situation du commerce de détail par M. V. Constant, etc.

Paris, 7 janvier. — M. von Rath, ancien adjoint au préfet de Cologne, père du conseiller d'ambassade assassiné par Herschen Grynspan, est venu, samedi matin, au Palais de Justice, où il a été reçu par M. Tesnière, juge d'instruction.

M. von Rath, qui était assisté de M. Maurice Garçon et Mourier, a confirmé devant le magistrat les termes de la plainte qu'il a déposée le 30 novembre dernier contre Grynspan et toutes autres personnes dont l'instruction pourrait établir la complicité.

Le doyen des Invalides



Le commandant Bernard, qui aura bientôt 95 ans, est félicité par le général Mariaux, gouverneur des Invalides.

AVANT L'EXPOSITION DU PROGRÈS SOCIAL On a posé hier les premières pierres de huit pavillons du Centre régional du parc de Barbieux, à Roubaix



LES PERSONNALITÉS OFFICIELLES RÉUNIES AUTOUR DE M. MAHIEU, DEVANT UN PLAN EN RELIEF DE L'EXPOSITION.

Avant la visite de M. Chamberlain et de lord Halifax en Italie

ROME ET BERLIN ESPÈRENT, SANS TROP Y CROIRE que les ministres britanniques agiront en médiateurs auprès de Paris dans la question des revendications italiennes



UNE VUE EXTÉRIEURE DE LA VILLA MADAMA, A ROME, OÙ RÉSIDERONT M. CHAMBERLAIN ET LORD HALIFAX.

Rome, 7 janvier. — Lord Perth, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne, s'est rendu samedi au Palais Chigi, où il a été reçu par le comte Ciano, avec lequel il s'est entretenu des dernières dispositions concernant le voyage à Rome de M. Chamberlain et de lord Halifax.

Cette visite occupe une large place dans la presse fasciste qui présente le voyage des deux hommes d'Etat britanniques comme un événement d'une importance primordiale sur le plan diplomatique. Mais c'est surtout en relation avec la tension franco-italienne, que les journaux considèrent les prochains entretiens italo-britanniques de Rome.

Les observateurs italiens de la politique anglaise prêtent, en particulier, à M. Chamberlain l'intention d'agir en médiateur entre la France et l'Italie et, favorablement, dans un sens selon eux, favorable à Rome.

Mais c'est là l'expression d'un effet plus que d'une conviction.

Rome souhaite ardemment en desirer une médiation britannique, car elle pense qu'une telle procédure serait plus avantageuse pour l'Italie qu'une négociation seule avec Paris.

On ne conserve pourtant guère d'illusions, ici, sur l'attitude du gouvernement de Londres à l'égard des revendications africaines de l'Italie, étant donné la solidarité et l'identité des intérêts de la France et de l'Angleterre, notamment en Méditerranée.

(Lire la suite page 2.)

Paris, 7 janvier. — On annonce la mort de M. Léon Abrami, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien député, ancien sous-secrétaire d'Etat à la guerre. M. Abrami était âgé de 60 ans.

Sept skieurs et skieuses sont ensevelis sous une avalanche en Savoie

Grenoble, 7 janvier. — Une caravane de skieurs était partie, samedi matin, vers 4 h., de Vallières (Savoie) pour une excursion à la roche du Grand Galibier. Elle était conduite par M. Daniel Devuit, qui dirige les cours de l'école de ski de la station. Elle comprenait un des collaborateurs de celui-ci : Stephan Lechner, et six skieurs.

En arrivant au col de la Ponsonnière, à 2.617 mètres d'altitude, la caravane fut surprise et ensevelie par une avalanche vers 11 h.

Un des skieurs, le lieutenant Rousseau, du 28 Génie, réussit à se dégager et descendit jusqu'au hameau de Vernex, d'où il alerta Vallières par téléphone.

Parmi les sept disparus, se trouve M. Jean Maurain, directeur du cabinet du président du Sénat; deux jeunes filles de Grenoble; Paul Hersfeld, étudiant hollandais, et le lieutenant Lemoine. Plusieurs caravanes civiles et militaires sont sur les lieux.

M. Jean Maurain, âgé de 35 ans, fils du doyen de la Faculté des Sciences de Paris, avait été professeur au lycée d'Amiens et à la Faculté de Lille avant d'appartenir au cabinet du ministre de la Marine d'abord, puis à celui de M. Jeanneney, président du Sénat.

VACANCES MINISTÉRIELLES

LES INCIDENTS HUNGARO-TCHÉCOSLOVAQUES Après les véhémentes protestations de Budapest, Prague annonce la nomination d'une commission d'enquête

L'affaire de Munkacs aurait causé onze morts

(Lire nos informations page 2.)